

Service santé protection animales et environnement

Bar-le-Duc, le 10/03/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



SOLEVAL FRANCE

Route de Varennes
55100 CHARNY SUR MEUSE

Références :

Arrêté préfectoral du 30/12/2010 autorisant la société SOLEVAL à poursuivre l'exploitation d'une unité de traitement de sous produits animaux sur le site industriel de CHARNY sur MEUSE.

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/01/2022 dans l'établissement SOLEVAL FRANCE implanté Route de Varennes 55100 CHARNY SUR MEUSE. L'inspection a été annoncée le 15/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôles, l'usine SOLEVAL de CHARNY-SUR-MEUSE faisant partie des établissements IED à enjeux.

La thématique de l'inspection porte sur les rejets aqueux suite à :

- deux déversements accidentels d'eaux grasses dans le fossé de bordure de route départementale en mars 2020 puis en février 2021 ;
- un rejet très chargé dans la Meuse, au niveau de l'ouvrage de rejet des eaux de la station d'épuration de SOLEVAL, le vendredi 19 novembre 2021, observé et photographié par le président de l'association de pêche de VERDUN.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOLEVAL FRANCE
- Route de Varennes 55100 CHARNY SUR MEUSE
- Code AIOT dans GUN : 0006204579
- Régime : Autorisation IED

La société SOLEVAL FRANCE est spécialisée dans la collecte, la transformation et la valorisation des sous-produits animaux de catégorie 3, c'est-à-dire de la matière organique crue d'origine animale, issue d'abattoirs et d'ateliers de découpe, propre à la consommation mais non consommée par l'homme.

La transformation opérée sur le site de CHARNY SUR MEUSE implique le chauffage des matières pour la séparation des graisses et des protéines.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

La visite d'inspection a porté principalement sur le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement s'agissant des rejets aqueux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Prévention des accidents et des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2	/	Lettre de suite préfectorale
Traitement des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.3.2	/	Lettre de suite préfectorale
Bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.4.1	/	Lettre de suite préfectorale
Clôture du bassin de confinement	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 1.3	/	Lettre de suite préfectorale
Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 3.0.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Installation de traitement - Stockage tampon	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.3.3	/	
Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.6.3	/	
Fréquences de contrôle des rejets	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 6.1.1	/	
Transmission des résultats "rejets aqueux"	Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 6.13.II	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'activité de la société SOLEVAL génère des rejets aqueux chargés en graisses qui ont été à l'origine de dépassements réguliers de la valeur limite d'émission relative aux substances extractibles à l'hexane de février à décembre 2021.

Il est pris acte de l'engagement de l'exploitant à réaliser des travaux sur le dégrilleur / dégraisseur de la station de traitement pour le rendre pleinement opérationnel d'ici l'été 2022.

En parallèle, il est impératif de mettre en place, dans un délai de six mois, les mesures permettant de corriger les non-conformités relevées et, sans délai, de mettre en place une organisation qui permettra un contrôle en continu du bon fonctionnement de l'unité de traitement et qui relayera à l'inspection tout dysfonctionnement susceptible d'entraîner une pollution.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Prévention des accidents et des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de nuisances et de pollutions accidentelles de l'air, des eaux ou des sols.
Constats : - Les émissaires collectant les eaux pluviales non souillées sur le site manquent d'entretien : . le caniveau béton est obstrué par des blocs de béton, des cailloux, des cartons et des objets divers, . le tronçon aval du fossé avant rejet dans le ruisseau de Fromeréville est encombré de divers dépôts et envols. Cette situation est susceptible d'entraîner une pollution des eaux du ruisseau de Fromeréville - La canalisation qui conduit les eaux usées de l'usine à la station d'épuration a été récemment bouchée par des dépôts de graisse, occasionnant un engorgement du regard où se trouve la pompe de relevage, en bout du parking. Pour éviter le débordement éventuel du regard et que les eaux usées grasses se répandent sur le sol puis s'écoulent dans le réseau pluvial, une canalisation souple est mise en place sur le sol afin de conduire les eaux usées de la pompe de relevage à la station d'épuration. Il est constaté une fuite sur la canalisation souple. Cette situation est susceptible d'entraîner une pollution des sols et des eaux superficielles par l'intermédiaire de fossés. - Suite à deux déversements accidentels d'eaux usées grasses dans le fossé de bordure de la RD, en mars 2020 et en février 2021, l'exploitant a condamné la sortie directe du réseau pluvial vers le fossé, au niveau du regard aval. Les eaux pluviales transitent désormais systématiquement par le bassin de confinement. - Le rejet d'eaux usées non traitées dans la Meuse le 19/11/2021, observé et photographié par des pêcheurs, interpelle l'inspection dans la mesure où les contrôles d'autosurveillance n'ont pas mis en évidence de dépassement des valeurs limites, à l'exception d'un dépassement au niveau des graisses qui ne saurait expliquer à lui seul la couleur marron de l'eau rejetée à gros débit.
Observations : L'exploitant informe que la société MALEZIEUX intervient chaque semaine, et en tant que de besoin, pour déboucher les réseaux, la présence de graisse est liée à l'activité de la société.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Traitement des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.3.2
Prescription contrôlée : Les différents effluents sont traités de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">- les eaux pluviales non souillées sont rejetées dans le réseau pluvial desservant l'installation- les eaux ayant été en contact avec des matières premières ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par des matières premières doivent être traitées conformément aux dispositions de l'article 3.0.1 ;- les autres eaux doivent être épurées, lorsqu'un traitement est nécessaire au respect des valeurs limites imposées au rejet et définies en 3.0.3.
Constats : <ul style="list-style-type: none">- Le caniveau béton qui ne doit collecter que des eaux pluviales non souillées présente, au niveau du pont bascule, dans sa partie avale avant couverture, des dépôts de vase et des eaux stagnantes colorées montrant que des eaux souillées s'y déversent et rejoignent le ruisseau de Fromeréville sans traitement alors qu'elles devraient être dirigées vers le réseau rejoignant la station d'épuration.- L'ouvrage de rejet d'eaux pluviales qui aboutit dans le fossé bordant la route départementale n°38 est encombré de dépôts et d'eaux blanchâtres montrant que des eaux issues du bassin de confinement s'écoulent dans le milieu naturel sans traitement préalable.
Observations : Par courriel du 07/03/2022, l'exploitant informe que : <ul style="list-style-type: none">- Une commande est réalisée pour le nettoyage de la partie busée du caniveau béton ; cette canalisation sera davantage nettoyée systématiquement à une fréquence régulière. Des travaux seront réalisés pour réorienter les eaux souillées qui se déverseraient éventuellement dans cette canalisation.- L'ouvrage de rejet des eaux pluviales dans le fossé de bord de route départementale sera nettoyé ; une opération de nettoyage du bassin de confinement est également programmée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Installation de traitement - Stockage tampon

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.3.3
Prescription contrôlée : L'installation de traitement des effluents dispose d'une unité de stockage étanche, close, d'une capacité permettant de faire face aux aléas de fonctionnement du site.
Constats : L'installation de traitement dispose de 2 bassins tampons de 350 m3 chacun selon le plan de récolement du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.4.1
Prescription contrôlée : L'installation est équipée d'un bassin de confinement étanche de 350 m3 pouvant recueillir l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Les organes de commandes nécessaires à la mise en œuvre de ces bassins peuvent être actionnés en toutes circonstances, localement ou à partir d'un poste de commande. Les eaux recueillies font l'objet d'un traitement conformément aux dispositions de l'article 2.3.2.
Constats : Présence d'eaux grasses provenant du bassin de confinement dans le regard de sortie vers le fossé et au niveau du rejet dans le fossé de bord de la RD N°38.
Observations : Par courriels des 07 et 10/03/2022, l'exploitant informe qu'une opération de curage est programmée pour restaurer la capacité de rétention du bassin. Ceci permettra d'éviter le débordement éventuel suite à de grosses pluies. De plus, une vérification de l'étanchéité du bassin de confinement sera réalisée et un filtre sera installé en sortie de bassin pour piéger les graisses.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Clôture du bassin de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 1.3
Prescription contrôlée : Le site est clos par un matériel résistant sur une hauteur minimale de 2 mètres interdisant toute entrée non autorisée à l'intérieur du site
Constats : Au droit du bassin de confinement, la clôture du site n'est pas correctement fixée au niveau du sol, des trous sont aussi constatés dans le grillage. Des intrusions sont possibles comme le montre la présence d'un cadavre de chat dans le bassin.
Observations : Par courriel du 07/03/2022, l'exploitant informe qu'une commande est passée pour la réfection de la clôture du bassin de confinement en vue d'éviter toutes intrusions.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 2.6.3
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour et datés, notamment après chaque modification notable.
Constats : Le plan des réseaux est mis à jour régulièrement (2015, 2016 et 2018).
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 3.0.3
Prescription contrôlée : Concernant les effluents liquides, les valeurs limites d'émission avant rejet dans le milieu extérieur sont : Pour les eaux pluviales : - DCO : 300 mg/l - MES : 100mg/l - Hydrocarbures : 10mg/l Pour les eaux en sortie de step : Caractéristiques Valeur limite Commentaire Débit 300m3/j en moy 350m3/j en deb max Temp° <30° pH entre 5.5 et 8.5 MEST : 70mg/l NF EN 872 DBO5 : 100mg/l NFT 90103 DCO : 300mg/l NFT 90101 AOX : 1mg/l NF EN 1485 P total : 5mg/l NFT 90023 N global : 300mg /l NF EN ISO 10304-1 ; 10304-2 Subst extr à l'hexane C6H14 (SEH) : 15mg/l Le débit moyen mensuel maximal est fixé à 10 000 mètres cube ; le débit horaire de pointe est fixé à 17 mètres cube/heure
Constats : Au vu des résultats des autocontrôles dans GIDAF et des 3 audits réalisés par LOREAT, il apparaît que de février 2021 à décembre 2021, les rejets en sortie de station d'épuration dans la Meuse ont présenté régulièrement des dépassements en SEH (substances extractibles à l'hexane révélatrices de graisses) et à plusieurs reprises des dépassements en MES (matières en suspension). La concentration en SEH s'est élevée au plus fort à 39 mg/l alors que la VLE est fixée à 15 mg/l et les MES ont atteint 171 mg/l alors que la VLE est de 70 mg/l. Les autres paramètres mesurés demeurent en dessous des valeurs limites autorisées (débit, pH, DBO5, DCO, AOX, Ptotal, Nglobal).
Observations : M. Jullion informe qu'après avoir réparé le petit chenal de la station d'épuration en 2019 / 2020, la société a procédé à la réparation du grand chenal en 2021. Les eaux à traiter ont été basculées en totalité sur le petit chenal et durant les travaux, la station a fonctionné en mode dégradé d'où les dépassements de la limite en MES. La station a été remise en service en fin d'année 2021, les dépassements en MES ne devraient plus se produire. S'agissant des dépassements en graisses, M. Jullion informe que la société projette des travaux pour améliorer le prétraitement du dégrilleur / dégraisseur ; le nouveau dispositif sera opérationnel avant l'été 2022. Par courriel du 07/03/2022, l'exploitant précise que les mesures en MES mettent en évidence 10 dépassements journaliers sur l'année 2021 avec une faible quantité d'eau rejetée sur 3 des 10 jours de dépassement : soit 59 m3 dont 6 m3 rejetés le jour où la valeur en MES a atteint 171 mg/l.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Fréquences de contrôle des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 6.1.1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les eaux pluviales, le contrôle des effluents émis dans le milieu naturel est trimestriel.</p> <p>En sortie de station d'épuration, l'exploitant procède aux contrôles suivants sur les effluents émis :</p> <p>Paramètres à mesurer Périodicité</p> <p>Débit En continu</p> <p>Température Journalière</p> <p>PH En continu</p> <p>MES Journalière</p> <p>DCO Journalière</p> <p>DBO5 Hebdomadaire</p> <p>NTK Journalière</p> <p>AOX Mensuelle</p> <p>P Bimensuelle</p> <p>Graisses Hebdomadaires</p> <p>Trois fois par an, un audit technique avec mesure des paramètres ci-dessus précisés est effectué par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ; un de ces audits a lieu pendant les mois de juin, juillet ou août.</p>
<p>Constats :</p> <p>Des analyses "eaux pluviales" sont réalisées chaque mois ; elles portent sur les eaux du bassin de confinement pour savoir si un rejet dans le milieu naturel est possible. En cas de non-respect des valeurs limites, elles sont envoyées en station d'épuration.</p> <p>L'autosurveillance des eaux en sortie de station d'épuration est réalisée à la fréquence réglementaire par l'exploitant qui procède aux enregistrements des résultats dans GIDAF.</p> <p>Trois audits techniques ont été réalisés par LOREAT en juin, septembre et novembre 2021.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Transmission des résultats "rejets aqueux"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/12/2010, article 6.13.II
Prescription contrôlée : Les résultats de l'ensemble des mesures sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées pour les prélèvements d'eau. Ils sont accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées par l'exploitant.
Constats : Les résultats des analyses sur les rejets aqueux sont enregistrés par l'exploitant dans GIDAF avec un délai de transmission de l'ordre de 3 mois et des informations très sommaires sur les causes des dépassements et sur les mesures mises en place ou envisagées.
Observations : M. Jullion informe que les résultats d'autosurveillance sont validés par un laboratoire extérieur ; ce qui explique le délai de transmission de 3 mois des résultats définitifs et des nombreuses demandes d'invalidation sur le site GIDAF pour ajuster les valeurs définies. L'inspection prend note de cette explication mais rappelle à l'exploitant qu'il doit lui communiquer sans délai les résultats des analyses non conformes avec l'origine du dysfonctionnement et les mesures correctives mises en place ou envisagées. De même, en cas d'incident ou de travaux susceptibles d'entraîner une pollution, l'exploitant doit en informer l'inspection. Par courriel du 07/03/2022, l'exploitant informe que le nombre de caractères autorisés dans GIDAF est limité et ne permet pas toujours d'apporter l'ensemble des justifications nécessaires.
Type de suites proposées : Sans suite